

Le consensus pour sauver l'AI vole en éclats et laisse l'assurance sans ressources

Coup de théâtre. Le National n'est pas parvenu à dégager une majorité pour offrir de nouveaux moyens financiers à l'AI. Le plan de sauvetage est à l'eau, l'assurance à la dérive. Au lieu de piloter le dossier, les partis l'instrumentalisent à des fins électorales

Stéphanie Germanier, Berne

Le Conseil national a dit non. Non à un financement additionnel pour l'assurance invalidité. Alors que jusqu'à lundi, les partis assuraient avoir trouvé un accord pour mettre en œuvre un relèvement proportionnel et limité dans le temps de la TVA, cette unité de façade a volé en éclats mardi. Tous ont finalement campé sur leur position, repoussant ainsi une solution qui aurait permis de sauver l'AI. L'assurance se retrouve prise en otage des jeux préélectoraux des partis. Tant au niveau de son renflouement que de sa révision structurelle soumise à votation le 17 juin.

L'extrême gauche romande a lancé le référendum contre la réforme de l'assurance pour se donner une vitrine en vue du mois d'octobre. L'UDC utilise la 5e révision de l'AI pour dénoncer les abus en matière d'assurance sociale. La gauche et les partis bourgeois ne se pressent pas pour mettre en place le plan de sauvetage financier afin de ne pas froisser leurs électeurs en parlant de nouvelles ponctions.

Et pendant que tout le monde fait mine de sauver l'AI, des personnes attendent l'entrée en vigueur de la 5e révision pour bénéficier de mesures de réintégration dans le monde du travail et l'assurance s'enfonce dans les chiffres rouges, entraînant avec elle les comptes de l'AVS. L'AI perd beaucoup. Cinq millions par jour. Un milliard et demi par année. Plus de 10 milliards au total. Mais malgré cela, rien ne bouge au parlement.

Ils n'arrêtaient pourtant pas de dire que le temps pressait. Qu'il fallait stopper l'hémorragie. Prendre ses responsabilités. Mais au moment d'administrer le traitement de la dernière chance, les conseillers nationaux ont renoncé. Faussé par l'abstentionnisme de l'UDC et l'activisme du PS, le débat est resté sans issue mardi.

Lundi soir déjà, les socialistes s'étaient éloignés de la ligne négociée par le centre et la gauche en proposant une hausse de la TVA non limitée dans le temps. But de la manœuvre: soulager les exercices annuels de l'AI tout en épongeant sa dette globale. «Si nous désendettions complètement l'assurance, les incitations à faire des économies, comme la 5e révision, ne seront pas aussi efficaces», a rétorqué Reto Wehrli (PDC/SZ) pour démonter l'argument.

Des absences dans le camp radical ont pourtant suffi à donner l'avantage au PS et compromis la majorité qui se dessinait depuis plusieurs semaines. Les socialistes se sont enfilés dans la brèche quand bien même ils étaient conscients qu'une augmentation de la TVA définitive n'aurait aucune chance de passer le cap des Etats.

Le PDC, les radicaux et les Verts ont essayé en vain de les convaincre de retirer leur proposition. «Un relèvement illimité de la TVA sera plus difficile à faire accepter au peuple. Pour gagner en votation il faudrait en plus que nous défendions une stratégie claire et commune. Nous devons montrer que nous sommes tous unis», a plaidé Felix Gutzwiller (PRD/ZH) à la tribune.

Agacés par la tournure des événements, les radicaux ont d'ailleurs essayé de faire revoter la Chambre sur cette hausse illimitée, mais le Conseil lui a refusé ce retour en arrière. Refus aussi pour le démocrate-chrétien tessinois Meinrado Robbiani qui a appelé les partis à repousser le vote d'un jour pour que chacun puisse en discuter à tête reposée dans le cadre des séances de groupes de l'après-midi.

Une temporisation d'un jour ou un oui du centre à la solution socialiste aurait au moins permis d'accélérer la suite de la procédure. Le Conseil des Etats, majoritairement bourgeois, aurait pu travailler sur une base solide et corriger l'excès de zèle des socialistes en biffant le caractère définitif de la hausse d'impôt. Mais en refusant purement et simplement le financement, le National rend une copie vide à son deuxième conseil. Il rend aussi la campagne en vue du 17 juin plus délicate pour les partisans de la révision de l'AI.

Concrètement, le dossier repart à zéro au sein de la commission des Etats. Au meilleur des cas, les sénateurs pourront se prononcer sur un financement à la session de juin. Et le National risque alors de ne pas reparler d'AI avant la session d'octobre. Une session délicate puisqu'elle tombe en plein dans les

élections. L'instrumentalisation de l'assurance n'est pas terminée.

Christophe Darbellay (à g.), président du PDC, Ursula Wyss, cheffe de groupe socialiste, et Hans-Jürg Fehr, président du PSS au National, hier, lors du débat sur le financement de l'AI. Celle-ci perd 5 millions par jour.

berne, 20 mars 2007

alessandro della valle/Keystone

© Le Temps, 2007